

Édito :

Pour la 2^{ème} fois et toujours sans réelle concertation, le Gouvernement impose une nouvelle phase de confinement, seule solution semble-t-il pour contrer la progression du virus, progression prévue par les scientifiques mais pour laquelle, une fois de plus, tous les moyens n'ont pas été déployés.

La situation des hôpitaux s'est aggravée comme le déplore le Professeur Grimaldi : « nous avons encore des lits fermés en réanimation, faute d'effectifs, et des postes toujours vacants. L'hôpital est bien moins solide qu'au printemps ». Les transferts sont de plus en plus difficiles car presque toutes les régions sont touchées. Il faudra donc déprogrammer des activités de soins, avec une perte de chance pour certains patients.

Le gouvernement n'a pas voulu entendre les revendications des personnels qui ont pourtant fait face à la première vague de l'épidémie le plus souvent seuls, avec beaucoup de courage et d'esprit d'initiative : avec le Ségur il n'a lâché que quelques miettes alors qu'en Allemagne, suite aux mobilisations, les soignants viennent d'obtenir une augmentation de 8,7% ;

Démotivation, perte du sens de leurs missions, épuisement, obligés à travailler s'ils sont testés positifs mais asymptomatiques, les soignants n'en peuvent plus et les hôpitaux ne parviennent plus à recruter.

Les personnels hospitaliers ne veulent plus être applaudis : ils exigent, et de façon urgente, des moyens pour les hôpitaux permettant des salaires et des conditions de travail corrects : citoyen-ne-s, usagers, plus que jamais nous devons soutenir leurs revendications.

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2 et 3**
- **Autres infos locales : page 4**
- **Dossiers : pages 5 et 6 :**

Santé, réseau européen ; recherche ; communiqué du SNPHARE ; PLFSS 2021 ; Covid 19 ; article de l'UFAL sur la taxation des mutuelles.

- **Culture et santé : page 7**

L'écho des comités :

FEURS - 42

Communiqué du comité

Devant le déficit toujours à la hausse depuis 2018, date du départ de l'administration provisoire après la mise sous tutelle du CHF et malgré l'apport de l'enveloppe de 15 millions d'euros pour le CHF à cette date, le CHF est en grande souffrance.

Depuis 2018, le Comité propose un Projet Médical pour un développement équilibré des activités des deux sites pour renforcer le CHF et lui permettre de se développer...

[Le communiqué](#)

MONTLUÇON - 03

Courrier du comité à la directrice du CH de Montluçon et à l'ARS

Nous avons entendu ce matin mercredi 28 octobre votre interview sur une radio locale de Montluçon. Parmi les différentes informations que vous livrez, vous indiquez qu'un certain nombre d'agents du Centre Hospitalier ont été testés positifs au coronavirus, et que parmi ceux-là, ceux qui sont a-symptomatiques sont priés de continuer à assurer leur service dans l'Hôpital.

C'est avec stupeur et grande inquiétude que nous avons appris cela...

Le courrier du comité et la réponse de la délégation territoriale de l'ARS :

[Le courrier](#)

Article de presse :

[L'article](#)

CONCARNEAU - 29

Les actions du 15 octobre en direct sur Radio Sterren (MJC de Tregunc) :

[L'article](#)

CHATEAUDUN – 28

Photos à l'appui, le comité interpelle O. Véran sur l'état de vétusté de l'hôpital :



LAVAL - 53

Bientôt une action en justice pour la régulation de l'installation des médecins ?

[L'article](#)

MONTARGIS - 28

Le 25 octobre dernier, le comité de soutien du centre hospitalier de l'agglomération Montargoise tenait son Assemblée Générale après un an de fonctionnement



[Compte rendu](#)

LURE - 70

Le comité s'est adressé aux élus nationaux de Haute Saône (rectificatif du précédent bulletin) :

[Le communiqué](#)

Autres infos locales :

DINAN - 22

Les accouchements sont suspendus à Dinan à partir du 15 novembre, faute de gynécologues obstétriciens ; pour accoucher, ce sera St Malo ou Rennes

Veillez remettre à plus tard la perte de vos eaux, merci bien. Les accouchements sont « suspendus » à compter du 15 novembre à la maternité de Dinan (Côtes-d'Armor) en raison d'une pénurie de gynécologues-obstétriciens, selon le groupement hospitalier Rance-Emeraude.

[L'article](#)

PONTOISE - 95

Question CGT à Mr Macron

Vendredi 23 octobre 2020 Emmanuel MACRON, président de la République Française, a effectué en début d'après-midi une visite "surprise" (non inscrite à l'agenda officiel) à l'hôpital René Dubos de Pontoise, le plus grand hôpital public du département du Val d'Oise (95). Monsieur MACRON n'a pas daigné aller à la rencontre des manifestants rassemblés à l'entrée principale de l'hôpital qui était gardée par d'importantes forces de l'ordre. Tous les médias ont titré « Mr Macron est allé à la rencontre des soignants à L'hôpital de Pontoise » Archi-faux, il n'a rencontré aucun soignant, pourtant, les personnels avaient de nombreuses questions à lui poser :

[Les questions](#)

Une délégation a été reçue par un conseiller du Président mais les médias n'en ont pas fait part :

Compte rendu de la discussion avec le conseiller du Président de la République

[Le compte rendu](#)

ANGERS - 49

Situation de la Réanimation Médicale au CHU d'Angers suite au droit d'alerte déposé par SUD

[L'émission](#)

Dossier :

➤ SANTÉ, RÉSEAU EUROPÉEN

Conférence de presse de la semaine d'action européenne

« Investir dans la santé maintenant ! »

Mardi 27 octobre 2020, 10:00

Résidence Palace, Rue de la Loi 175, 1048 Bruxelles

Cette semaine, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP-EPSU) organise une semaine d'action européenne en faveur des travailleurs.ses de la santé. Amnesty International, le Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale (Réseau européen) et le Mouvement populaire pour la santé (MPS-PHM) Europe se joignent à cet appel à l'action et demandent aux gouvernements européens de reconnaître la contribution des travailleurs.ses de la santé et des autres travailleurs.ses essentiels pendant la pandémie de Covid19, mais aussi en temps normal, et de les soutenir en leur assurant des ressources suffisantes pour leur travail.

[Le communiqué](#)

➤ RECHERCHE :

Suspendons la loi de programmation de la recherche : notre société exige beaucoup mieux !

Sans recherche, notre société n'a pas d'avenir. Non seulement la loi de programmation de la recherche (LPR) en cours d'examen au Parlement repose sur un budget insincère, mais elle accélère la précarisation des jeunes chercheurs et aggrave les inégalités territoriales, au risque de créer des déserts scientifiques. Par cette pétition, nous appelons le Sénat et le Conseil constitutionnel à suspendre le processus législatif jusqu'à la production d'un nouveau texte répondant aux attentes de notre société.

[L'article](#)

➤ Communiqué du SNPHARE

Pénuries à l'hôpital : L'hôpital ne va pas mieux qu'au printemps

L'hôpital public n'est plus capable de contenir la deuxième vague COVID. Le Président de la République a donc été contraint de décider un reconfinement de la population, au péril de la survie économique de nombre de nos concitoyens.

Le ministre de la Santé a affirmé il y a quelques jours dans la presse que l'hôpital allait bien mieux qu'au printemps. C'est faux, il va beaucoup plus mal !

[Le communiqué](#)

➤ **PLFSS 2021 :**

Communiqué de presse du Collectif Inter-Hôpitaux du 26 octobre 2020

A la veille du vote en première lecture du PLFSS à l'Assemblée Nationale, le CIH demande solennellement aux député.e.s de ne pas voter ce projet de loi en l'état. Alors que le pays affronte une nouvelle vague de COVID19 et que l'hôpital public subit une tension extrême, ce PLFSS ne permet pas de tenir l'engagement pris le 20 mars 2020 par le Président de la République d'un «plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières pour l'hôpital ». Voter ce PLFSS serait trahir l'engagement présidentiel. Le CIH a adressé le courrier suivant à tou.te.s les député-e-s et fera savoir aux électeurs-trices la teneur de leur vote

[Le communiqué](#)

➤ **COVID-19 :**

Les leçons de la 1ère vague de Covid n'ont pas été tirées pour faire face à la 2ème vague.

Des soignants s'indignent des conditions dans lesquelles ils devront affronter la deuxième vague. Un nouveau Ségur de la santé est nécessaire pour remettre en cause la gestion comptable qui nuit depuis quarante ans au secteur de la santé.

[L'article](#)

➤ **Article de l'UFAL (Union des Familles Laïques)**

[NON aux taxes sur la santé NON aux taxes sur les mutuelles](#)

Culture et santé :

**On a fait de la santé un enjeu purement marchand de réduction du service public
et de désengagement de l'Etat**

Interview de Michel Antony pour « le Monde Moderne » :

[L'interview](#)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02